

**COMMUNE DE  
BELLOY-EN-FRANCE**

**DECLARATION PREALABLE  
PRONONCEE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE  
Arrêté n°185/22**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION	REFERENCE DOSSIER
déposée le 30/08/2022	DP 095 056 22 B0031
date affichage de l'avis de dépôt en mairie le 02/09/2022	
par Monsieur Morgan FLAYAC	Surface du terrain : 86.00 m <sup>2</sup>
demeurant à 23c rue Faubert – 95270 BELLOY EN FRANCE	Surface de plancher autorisée : 13.71 m <sup>2</sup>
pour Construction d'un abri de jardin (Régularisation).	Taxe d'aménagement : 3.00 %
sur un terrain sis 25c rue Faubert – 95270 BELLOY EN FRANCE	Destination : Abri de jardin

**Le maire de Belloy-en-France,**

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.422-1 et suivants et R.425-1 et suivants,

Vu les articles L.621.30 et suivants du code du patrimoine relatifs à la protection des Monuments Historiques,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 01/02/2018,

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 30/09/2022,

Vu les plans et documents annexés à la demande susvisée,

**ARRÊTE**

**Article unique** : L'autorisation sollicitée **EST ACCORDEE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Fait à Belloy-en-France, le 20 octobre 2022,

Le Maire,



*Raphaël Barbarossa*  
**Raphaël BARBAROSSA**

- Affiché le 20/10/2022
- Transmis en Sous-Préfecture le 24/10/2022

**NB** : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe Communale, la Taxe Départementale et la Redevance Archéologique Préventive. Leur montant vous sera notifié par la perception de Garges les Gonesse.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.*

**INFORMATION A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : La décision est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.
- **AFFICHAGE** : Dès la date à partir de laquelle les travaux peuvent être exécutés, la mention de la notification des prescriptions doit être affichée sur le terrain par les soins du déclarant, de manière visible de l'extérieur, pendant au moins deux mois et pendant toute la durée du chantier, si celle-ci est supérieure à deux mois. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage des travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.